

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Un siège en jeu

Richard Graf

La bataille autour du troisième siège des chrétiens-sociaux n'a pas eu lieu, et il sera difficile pour l'électorat de donner une véritable impulsion de changement.

La classe politique en Europe se fait des soucis sur le taux de participation aux élections européennes, qui vont se terminer dimanche soir. Si ce taux tombe au-dessous du seuil des 43 pour cent enregistré en 2009, la légitimation de cet acte démocratique en prendrait à nouveau un coup.

En raison de l'obligation de participer au vote, le Luxembourg se retrouvera cependant à nouveau parmi les meilleurs élèves. Mais l'indiscipline civique croissante, déjà observée lors des élections précédentes, se fera aussi ressentir dimanche prochain, d'autant plus qu'il n'y a pas de scrutin national en même temps. Et ne devrait-on pas déduire de notre taux de participation le nombre de citoyens européens résidant à Luxembourg en âge de voter et qui n'ont pas pris la peine de s'inscrire sur les listes électorales tout en ne votant pas dans leur pays d'origine ?

Si on ne tient pas compte des petites listes, qui n'ont que peu de chances d'obtenir un des six sièges luxembourgeois, on vit une campagne plus que docile. Les grands partis et surtout leurs candidats se limitent la plupart du temps à prôner leur capacité à faire un bon job à Bruxelles - d'abord dans l'intérêt du pays et subsidiairement au niveau européen. Si le CSV, qui était jusqu'à présent le mieux servi en obtenant avec un peu plus du tiers des voix la moitié des sièges, ne se plait pas encore complètement dans son rôle de parti d'opposition au niveau national, il a carrément un problème stratégique par rapport à la campagne européenne : avec une ancienne vice-présidente de la Commission sur sa liste et un ancien Monsieur Euro en tournée européenne, comment croire qu'en renforçant cette liste l'Europe tournera mieux, pendant les cinq années à venir ?

Idem pour les socialistes, qui expliquent l'euro-scepticisme croissant essentiellement par un manque d'information du public. S'il est vrai que les pannes de communication sont guetées par ceux qui se font un plaisir de démonter le projet européen, il ne faut pas oublier que derrière une mauvaise com' se cachent assez souvent des erreurs de construction. Des pannes qui se sont accumulées parce que l'on a laissé faire Bruxelles et les lobbys qui

rôdent autour. Mais ce sont finalement aussi les gouvernements nationaux, ainsi que les partis au pouvoir dans les Etats membres, qui sont coresponsables du climat anti-européen qui a atterri au Grand-Duché avec un peu de retard sur nos voisins.

Le bilan européen des socialistes grand-ducaux est d'autant plus mitigé que leur unique représentant au Parlement était en opposition nette avec son parti sur certains dossiers. D'ailleurs il n'apparaît pas dans la campagne officielle... tout comme la doyenne de l'équipe du CSV dont la candidature pour la période 2014-2019 n'a pas été retenue.

Aucune dynamique de réforme des institutions européennes n'a été mise en avant de façon offensive.

Les libéraux, qui font campagne avec un dénommé « De Charel » comme tête de liste, ont perdu leur statut de parti d'opposition, tout comme les Verts qui nous présentent en tête de liste un couple statique supposé cependant faire bouger l'Europe.

Le principal enjeu électoral de ce dimanche est de savoir si le CSV doit laisser son troisième siège obtenu de justesse et quel parti pourrait alors s'en emparer. La stratégie des trois partis membres de Gambia semble être de ne pas trop pousser la polémique anti-CSV - et d'affirmer même que, si le PPE passe en tête, on serait ravi d'avoir Juncker comme président de la Commission. Ne lorgne-t-on pas sur d'anciens électeurs du CSV ? Résultat de la manœuvre : aucune dynamique de réforme des institutions européennes n'a été mise en avant de façon offensive. Un certain électorat se décidera alors à donner ses voix à un des partis qui n'ont guère de chance d'avoir un siège à Bruxelles, ou ne participera même pas au vote. Si ni les socialistes, ni les libéraux, ni les Verts ne réussissent à sortir du lot, ce sera le CSV qui en profitera en fin de compte, en gardant son troisième siège.

Domage qu'aucun des trois n'ait pris le risque de se défaire de cette logique du streamlining, d'autant plus qu'ils n'y auraient guère perdu leur unique siège respectif, mais auraient au contraire pu se démarquer pour en engranger un autre.

NEWS

NEWS

TTIP: Marché de brutes p. 3

Rue de Strasbourg: Problemverlagerung S. 4

Mundial 2014: Regards sur le Brésil p. 5

REGARDS

Europawahlkampf: Kraftlose Brühe S. 6

Aides aux études: « Garantir l'indépendance de l'étudiant » p. 8

EU-Wahlen: Kein großer Anhänger von Barroso S. 10

100 Jahre Rotes Kreuz Luxemburg: Anspruch und Wirklichkeit S. 12

Ungarn: Nation ohne Grenzen S. 16